

en ce qu'il interroge frontalement la modernité politique : le charisme autoritaire vient du même univers culturel et intellectuel que celui qui a fait naître les régimes constitutionnels et démocratiques. C'est la force de cet essai que d'ouvrir et de nourrir un débat de cette ampleur, car la discussion n'est pas close. De fait, est-ce bien à la démocratie qu'il faut associer ces figures tutélaires et autoritaires ? Car ce sont surtout des républiques impériales qui ont suivi de tels chefs et leurs projets continentaux.

Aurélien LIGNEREUX

Carminella BIONDI, **Colonies, traite et esclavage des Noirs dans la presse à la veille de la Révolution, 1^{er} janvier 1788-16 juin 1789**, trois tomes, Paris, L'Harmattan, 2022. Tome 1 « Colonies », 296 p. + liste des ouvrages concernant l'esclavage des Noirs et les colonies publiés en 1788, ISBN 978-2-343-25682-5, 35 €. Tome 2 « Traite et esclavage des Noirs », 300 p. + index des noms de personnes (10 p.) et index des noms de lieux (8 p.) + table des matières, ISBN 978 - 2 - 343 - 25683 -2, 34 €. Tome 3 « Répertoire », articles répartis par journal, 255 p. + index des noms de personnes (6 p.) index des noms de lieux (6 p.) + table des matières, ISBN 978-2-343-25684-9, 32 €.

Carminella Biondi, professeur émérite de l'Université de Bologne, éminente spécialiste des débats des Lumières autour de l'esclavage et de la colonisation, présente en trois tomes une somme d'articles parus dans la presse française sur ces questions entre le début de l'année 1788 – c'est-à-dire le moment où la Société française des Amis des Noirs va être fondée – et le 16 juin 1789 – quelques jours avant le serment du Jeu de Paume, qui marque le début véritable de la Révolution française. Choix particulièrement judicieux, puisque se révèle ainsi toute l'importance des questions coloniales et des controverses sur l'esclavage dans un espace public en voie d'institutionnalisation. On peut certes souligner les limites de la diffusion de la presse, mais il n'est plus possible de refuser de tenir compte du caractère structurant de la situation coloniale pour les prises de position publiques, en faisant valoir l'anachronisme ou l'ignorance. Du moins la plus grande partie de ceux qui vont prendre des décisions au cours de la décennie révolutionnaire trouvaient-ils dans ce corpus les informations nécessaires à leur réflexion et leur argumentation.

Aussi important soit-il, le débat sur l'esclavage n'épuise pas la question coloniale, loin de là. Une bonne part de celle-ci tourne autour de la géopolitique des puissances européennes et, dans ce domaine, la Péninsule indienne continue d'occuper une place essentielle. La naissance et le développement de la vocation impériale de la Grande-Bretagne à partir du laboratoire bengali sont scrutés avec attention et intérêt, tant pour insister sur les exactions des agents anglais, et leurs conséquences sur la population indigène (famines, abus de pouvoir, empiétements de souveraineté), que pour asseoir la popularité des souverains locaux qui résistent au rouleau compresseur de la Compagnie anglaise des Indes. Parmi ceux-ci, Tippoo-Saïb, le sultan du Mysore, a acquis une stature exceptionnelle qu'il conservera et consolidera tout au long de la décennie révolutionnaire jusqu'à la défaite de Seringapatam en 1799.

Un compte rendu très détaillé du procès intenté contre l'ex-gouverneur général du Bengale, Warren Hastings, à la suite de dénonciations relayées par la Chambre des communes, se trouve dans le *Journal politique de Bruxelles* (dont le directeur est Mallet du Pan) et dans l'*Analyse des papiers anglais* (rédigé par une équipe de journalistes, dont la plume la plus marquante est Brissot, connue comme étant l'« atelier de Mirabeau »).



Le procès va durer huit ans, du 25 avril 1787 au 23 avril 1795. Le journal de Mallet du Pan relaie les défenseurs de Hastings, pour lesquels l'ancien gouverneur est « un génie de l'administration et de la politique » ; pour ses détracteurs, au contraire, au nombre desquels les proches de Mirabeau, il est « le déprédateur du Bengale », le « fléau de l'Inde ». Il est frappant de remarquer que ceux qui prendront des orientations tout à fait opposées au cours de la Révolution s'affrontent déjà dans des combats extérieurs au royaume de France.

Chacune des affaires qui touchent les Indes orientales au sens large est interprétée pour le public « éclairé » d'Europe occidentale, à la lumière de la rivalité franco-anglaise. Ainsi de l'affrontement de Trinquemale (Trincomalee), au nord-est de Ceylan (possession coloniale hollandaise), qui révèle l'assujettissement de la Compagnie hollandaise aux *desiderata* de la Couronne britannique (p. 80 et suivantes).

D'autres alliances du roi de France avec des souverains locaux sont mises en valeur, et sont potentiellement porteuses d'investissements majeurs dans le futur ; ainsi l'ambassade à Versailles du prince de Cochinchine N'Guyen Anh, venu demander l'aide de la France pour reconquérir son royaume indochinois.

Il est également question, plus brièvement pour tout ce qui ne concerne pas directement la traite et l'esclavage, des Indes occidentales (le Canada, l'Amérique espagnole). Une part importante est accordée aux catastrophes (incendies, ouragans), mais surtout à la rubrique scientifique (flore, faune et minéraux). On y trouve l'écho des nombreux mémoires présentés au Cercle des Philadelphes de Saint-Domingue (l'arbre à pain, la cochenille, le quinquina). On note dans le *Mercure de France* un vigoureux plaidoyer en faveur du mercantilisme, dont l'arbre à pain est le prétexte : généraliser l'arbre à pain, originaire du Pacifique, c'est travailler à l'indépendance des colonies, car ces dernières n'auront plus un « pressant besoin » d'importer les produits de la métropole pour assurer la subsistance des esclaves, et même celle des maîtres (p. 265).

La grande affaire reste tout de même le débat autour de l'esclavage, qui occupe l'intégralité du tome 2. Une importance particulière est accordée, là aussi, à l'Angleterre, où la question de l'abolition est portée à la Chambre des Communes par de grandes figures de la cause abolitionniste, comme Wilberforce ou Pitt. Ce courant trouve un écho favorable dans l'*Analyse des papiers anglais*, ce qui n'est guère surprenant, puisque cette revue est l'organe officieux de la toute nouvelle Société des Amis des Noirs ; mais elle est secondée cette fois par le *Journal politique de Bruxelles*. On retrouve les grands thèmes portés par les abolitionnistes des deux côtés de la Manche : la dénonciation du « commerce infâme » de la traite des Noirs, avec force témoignages, le programme d'une abolition graduelle, par extinction du commerce négrier qui entraînera mécaniquement une humanisation de la condition des esclaves, puis un affranchissement de masse accompagnant un accroissement de la population. Ce programme est sous-tendu par des arguments moraux, certes, mais aussi par un calcul d'intérêt, puisque l'on insiste sur la rentabilité supérieure du travail libre sur le travail servile. Cet anti-esclavagisme n'est pas un anticolonialisme, loin de là, puisque l'on trouve dans les traités et les discours ce qui sera ultérieurement la perspective de la « colonisation nouvelle », la généralisation des « établissements libres » (sans esclaves) en Afrique, qui devront faire entrer ce continent dans la voie de la division internationale du travail, et de la « civilisation » sous l'égide du commerce.

L'argumentaire du courant anti-abolitionniste est de même bien rodé : il met en avant l'importance des produits tropicaux dans la consommation européenne, l'adaptabilité des organismes africains au travail en milieu tropical, le relatif bien-être des esclaves sur les plantations, comparé à la situation des masses laborieuses en Europe, ou bien au sort cruel des captifs dans les royaumes africains. Le plaidoyer le plus virulent en ce domaine est

celui de Simon-Thomas Linguet dans les *Annales politiques, civiles et littéraires*, lorsqu'il fustige l'hypocrisie des philanthropes des Lumières qui gémissent sur le sort des Africains, mais restent sans voix devant la misère qui s'étale dans les villes et les campagnes d'Europe, misère que le succès éventuel des demandes d'abolition ne ferait qu'amplifier.

En fait, les abolitionnistes et leurs adversaires s'adressent au même public, soit qu'ils cherchent à le sensibiliser à leur cause, soit qu'ils défendent un *statu quo* favorable aux planteurs, aux armateurs, aux négociants, dont un bon nombre sont également les lecteurs de ces journaux. On trouve pourtant des articles qui se réfèrent à des courants d'opinion qui débordent cette élite « éclairée », que ce soit la massive campagne de pétitions lancée en Angleterre à l'appui du courant abolitionniste, ou les traces de la présence noire sur les planches des théâtres, ou dans les témoignages littéraires qui soulignent la sensibilité et l'intelligence des Africains et des Africaines. On trouve notamment des échos de l'ouvrage de Ottobah Cugoano, ancien esclave de la Grenade, affranchi en Angleterre, l'un des tout premiers récits d'esclaves à avoir connu une très large audience.

Une large place est accordée aux comptes rendus des grands ouvrages abolitionnistes de l'époque prérévolutionnaire, notamment les *Réflexions sur l'esclavage des nègres*, que Condorcet publia sous le pseudonyme du pasteur Schwarz, l'*Histoire de la Guinée* du quaker Anthony Benezet, ou encore *La Cause des esclaves nègres et des habitants de la Guinée*, du pasteur (et non abbé cf. note 2 p. 47) Benjamin-Sigismond Frossard ; tous ces auteurs étant des membres éminents des sociétés des Amis des Noirs, dont les activités trouvent un large écho dans la presse. Une place conséquente est également accordée aux propositions de Malouet pour son *Mémoire sur l'esclavage des nègres*, dans lequel il propose une réforme de la condition servile, alternative aux revendications abolitionnistes. L'ambiguïté profonde de ce réformisme se rencontre également en Angleterre, avec le débat sur le *bill* Dolben, qui est une proposition de réglementation et d'humanisation des conditions de transport sur les bateaux négriers. Bien sûr, cette proposition est une diversion face à la montée en puissance de l'abolitionnisme, mais elle est tout de même insupportable aux grands chefs de la *Royal Navy*, qui sont des esclavagistes forcenés. L'amiral Rodney va même jusqu'à comparer le volume d'air absorbé par les esclaves entassés dans l'entrepont, à celui disponible pour un soldat logeant sous une tente dans un camp militaire. Comparaison établie, selon lui, à l'avantage de l'esclave ! Il affirme en outre que les nègres de la Jamaïque sont très heureux « et il serait à souhaiter que les cultivateurs anglais goûtassent la moitié de leur bonheur » (p. 9).

Le tome 3 est un inventaire exhaustif des différents articles, journal par journal, traitant des thèmes de la colonisation et de l'esclavage. Nous remarquons, une fois encore, que la palme revient à l'*Analyse des papiers anglais* (148 occurrences contre une vingtaine pour les autres journaux). En résumé, nous avons là un excellent outil de travail, une somme de références extrêmement utiles pour illustrer le débat qui travaille l'opinion publique occidentale à la veille de la Révolution française. Nous sommes reconnaissants à l'auteur de mettre à notre disposition, et à celle des étudiants, une telle masse de données.

Bernard GAINOT

